

CSI demande aux États membres de l'ONU de mettre fin aux sanctions économiques

Il faut arrêter d'imposer des sanctions économiques contre la population civile ! Plus de 800 millions de personnes en sont victimes.

PARIS, FRANCE, March 25, 2024

/EINPresswire.com/ -- L'organisation de défense des droits de l'homme Christian Solidarity International (CSI) demande aux États membres de l'ONU de lever toutes les sanctions économiques nuisibles à la population civile. Dans [une déclaration](#) faite à l'occasion de la 55e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève le vendredi 15 mars 2024, Joel Veldkamp, responsable de la communication internationale de CSI, a

déclaré : « L'on recourt de plus en plus à des sanctions économiques, considérées comme des mesures coercitives unilatérales, ce qui est en contradiction avec la position du Conseil des droits de l'homme. En effet, dans la résolution 27/21, il y a presque dix ans, le Conseil de sécurité a exprimé sa préoccupation quant aux « conséquences arbitraires des sanctions unilatérales » et a, en même temps, demandé à tous les États de ne plus adopter, maintenir ou mettre en œuvre des mesures de coercition unilatérales incompatibles avec le droit international. »

« Malheureusement, les paroles du Conseil n'ont pas été prises en compte, a critiqué Joel Veldkamp à Genève. Aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes vivent dans des pays soumis à des sanctions ; cela représente environ 10 % de la population mondiale. »

CSI a donc demandé à tous les États membres de ne plus appliquer de mesures coercitives unilatérales qui ne font que faire souffrir la population civile.

M. Veldkamp a concrètement fait référence à la Syrie : « Dans ce pays, les mesures de coercition unilatérales imposées par les États-Unis et leurs alliés ont des effets dévastateurs sur les civils. Aujourd'hui, 90 % des Syriens vivent en dessous du seuil de pauvreté. La situation est paradoxale



CSI s'est adressée à la 55ème session régulière du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

: bien que la violence ait diminué en Syrie, les sanctions économiques ont été renforcées en 2018. » En conséquence, la situation humanitaire en Syrie est aujourd'hui pire qu'au début du conflit. Le contexte est désormais tel que de nombreuses personnes se souviennent volontiers des années de guerre parce qu'elles avaient au moins assez à manger à l'époque, a-t-il ajouté.

CSI soutient le travail de la rapporteuse spéciale de l'ONU sur l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme, la professeure Alena Douhan, et demande à tous les États de collaborer sans restriction avec le bureau de cette dernière. Joel Veldkamp déclare : « Les États-Unis n'ont pas répondu aux communications formelles de la rapporteuse spéciale depuis plus de six ans. »

Angélique Gourlay

CSI-France

+33 782580752

[email us here](#)

Visit us on social media:

[Facebook](#)

[Twitter](#)

This press release can be viewed online at: <https://www.einpresswire.com/article/698098447>

EIN Presswire's priority is source transparency. We do not allow opaque clients, and our editors try to be careful about weeding out false and misleading content. As a user, if you see something we have missed, please do bring it to our attention. Your help is welcome. EIN Presswire, Everyone's Internet News Presswire™, tries to define some of the boundaries that are reasonable in today's world. Please see our Editorial Guidelines for more information.

© 1995-2024 Newsmatics Inc. All Right Reserved.